



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/8836

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité

5530^e séance – après-midi

LE CONSEIL ENCOURAGE ISRAËLIENS ET PALESTINIENS À DEVENIR DES PARTENAIRES POUR LA PAIX

Les parties au conflit se déclarent prêtes à poursuivre les efforts en faveur d'une solution juste et durable au Moyen-Orient

Réunis aujourd'hui au niveau ministériel sur l'initiative de la Ligue des États arabes, les membres du Conseil de sécurité ont encouragé Israéliens et Palestiniens à relancer le processus de paix, à la suite de la déclaration faite hier par le Quatuor pour le Moyen-Orient.

Faisant le point des événements récents dans la région, le Quatuor -Nations Unies, Union européenne, Fédération de Russie et États-Unis- avait souligné la nécessité urgente de progresser vers une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient et s'était déclaré préoccupé par la grave crise à Gaza et la persistance de l'impasse entre Israël et les Palestiniens.

Dans sa déclaration liminaire, le Secrétaire général a fait remarquer qu'aucun autre conflit que le conflit arabo-israélien n'avait une charge symbolique aussi puissante. L'incapacité à parvenir à une solution porterait, selon lui, atteinte à la légitimité et à l'efficacité du Conseil de sécurité, a prévenu Kofi Annan, même si celui-ci, en s'efforçant de mettre fin aux hostilités entre Israël et le Hezbollah par le biais de la résolution 1701 (2006), a montré qu'il pouvait jouer un rôle crucial dans la poursuite de la paix dans la région.

Estimant cependant que le conflit au Liban avait éclipsé la question de Palestine, la plupart des délégations ont attiré l'attention sur la situation extrêmement préoccupante du peuple palestinien, en proie à une crise humanitaire sans précédent et dont 70% vivent en dessous du seuil de pauvreté. Cette situation alimente la frustration, en particulier parmi la jeunesse palestinienne de Gaza, a fait remarquer Kofi Annan.

Si certaines délégations se sont dites convaincues que seule une paix durable pourrait mettre fin au désespoir du peuple palestinien, la Secrétaire d'État américaine a, de son côté, souligné que des progrès ne seraient réalisés qu'en présence d'un partenaire palestinien véritablement attaché à la paix. À cet égard, Condoleezza Rice a salué, à l'instar des autres membres du Conseil, les efforts déployés par le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, pour former un gouvernement d'unité nationale favorable à la reprise d'un dialogue constructif avec Israël.

Pour sa part, le Ministre des affaires étrangères de Bahreïn, qui s'exprimait au nom de la Ligue des États arabes, a proposé que le Conseil de sécurité s'efforce d'initier des négociations entre les parties. Il a demandé au Secrétaire général de préparer un rapport sur les mécanismes appropriés pour reprendre les négociations et au Conseil de se réunir au niveau ministériel pour examiner ce rapport et en tirer les conclusions qui s'imposent.

Le Ministre a déclaré qu'il était temps de relancer le processus de paix en ressuscitant la Feuille de route, en mettant en œuvre les résolutions pertinentes 242 (1967) et 1515 (2003) du Conseil de sécurité et en appliquant le principe « terre contre paix » et l'Initiative de paix arabe.

Le Président de l'Autorité palestinienne et le représentant d'Israël se sont félicités de la tenue de cette réunion qui, ont-ils espéré, permettra de rétablir le dialogue en vue de réaliser un jour la coexistence de deux États indépendants et souverains. Elle devra se faire sur la base de la Feuille de route du Quatuor, que Daniel Gillerman considère comme un terrain d'entente entre son Gouvernement et les Palestiniens modérés. À cet égard, le Ministre des affaires étrangères de la France, Philippe Douste-Blazy, et le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergey Lavrov, se sont félicités de la perspective d'une rencontre prochaine entre le Premier Ministre israélien, Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. KOFI ANNAN, Secrétaire général des Nations Unies, a fait remarquer qu'aucun conflit autre que celui arabo-israélien n'avait une charge symbolique aussi puissante dans le monde. L'échec de parvenir à une solution porte atteinte à la légitimité et à l'efficacité du Conseil de sécurité, a-t-il noté. Les événements de cet été nous ont rappelé combien il est dangereux de laisser le conflit s'étendre et combien les problèmes de la région sont étroitement liés. En même temps, le rôle joué par le Conseil de sécurité, en essayant de mettre fin aux hostilités entre Israël et le Hezbollah et en traçant la voie à un cessez-le-feu durable par le biais de la résolution 1701, a montré qu'il peut jouer un rôle crucial dans la poursuite de la paix dans la région. M. Annan est convaincu qu'une majorité écrasante d'Israéliens et de Palestiniens désire la paix. Un pont vers la paix suffisamment large doit être établi pour accueillir toutes les parties concernées, suffisamment long pour franchir le gouffre les séparant et suffisamment solide pour supporter les tentatives inévitables de sabotage. J'ai indiqué, hier, aux membres du Quatuor que le pont actuel vers la paix a sérieusement besoin de réparations, a poursuivi M. Annan. Sa base a été fragilisée depuis que les parties n'ont pas réussi à agir concrètement afin de remplir leurs obligations actuelles.

Aujourd'hui, a poursuivi le Secrétaire général, la population de Gaza est prise dans un étau, entre les attaques injustifiées et aveugles des militants palestiniens d'un côté et la réponse obstinée et disproportionnée d'Israël de l'autre. Il a constaté que la société palestinienne se paupérise rapidement car les écoles, les hôpitaux, les ministères et les autres institutions sont privés de ressources. À l'heure actuelle, les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie vivant sous occupation n'ont ni d'État ni de gouvernement qui fonctionne. Pourquoi s'étonner alors qu'ils se tournent vers la communauté internationale pour demander protection, aide et espoir, s'est interrogé M. Annan.

Après avoir évoqué la difficile situation régnant à Gaza qui alimente la frustration, en particulier dans la jeunesse palestinienne, le Secrétaire général de l'ONU a constaté que naturellement, en l'absence d'un processus politique, les Israéliens de leur côté confiaient leurs besoins de sécurité aux militaires. Les Israéliens demandent, de façon légitime, la cessation des tirs de roquettes sur les villes et les kibboutz dans le sud d'Israël, le retour des soldats enlevés le 25 juin ainsi que l'acceptation, par l'Autorité palestinienne, des principes de base du processus de paix. Il serait facile, pour la communauté internationale, de déclarer que les parties ne sont pas prêtes au dialogue mais cette attitude serait profondément irresponsable, selon le Secrétaire général. Les sondages montrent, a-t-il dit, que les deux peuples ne croient pas à une solution militaire au conflit.

Kofi Annan a rendu hommage à la sagesse du Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, dans la tentative de former un gouvernement d'union nationale dont le programme reposerait sur les principes du Quatuor. Il a aussi reconnu le rôle positif, à cet égard, de son Premier Ministre Hannieh. Évoquant la réunion d'hier du Quatuor, M. Annan a dit avoir appelé ses participants à se montrer plus actifs et efficaces. Ceux-ci sont convenus qu'un plus grand engagement était crucial. Mais, a conclu le Secrétaire général de l'ONU, le test sera l'action.

S'exprimant au nom de la Ligue des États arabes, CHEIKH KHALID BIN AHMED AL-KHALIFA, Ministre des affaires étrangères de Bahreïn et Président en exercice du Conseil des Ministres des affaires étrangères des pays arabes, a affirmé que cette réunion du Conseil de sécurité marquait une étape importante dans les efforts visant à mettre fin au conflit israélo-palestinien. La persistance de ce conflit épuise les ressources de la région et alimente les forces extrémistes, a-t-il regretté. Le monde arabe est, par conséquent, fermement convaincu de la nécessité de parvenir à une résolution pacifique du conflit. À cet égard, il est indispensable, selon le Ministre, d'instaurer dans la région un climat favorable à la paix, en exigeant de toutes les parties l'ouverture d'esprit indispensable aux négociations et aux discussions. Nous nous sommes mis d'accord, lors de la 126^{ème} session de la Ligue des États arabes, pour adopter une démarche qui s'appuie sur le dialogue et l'esprit de réconciliation, a rappelé le Ministre. Notre objectif n'est pas aujourd'hui de distribuer des blâmes ou d'échanger des accusations, mais plutôt d'aborder la situation au Moyen-Orient de façon constructive et de relancer les négociations entre les parties, a-t-il insisté. Il est temps de réactiver le processus de paix qui pourrait conduire à ressusciter la Feuille de route, à mettre en œuvre les résolutions pertinentes 242 (1967) et 1515 (2003) du Conseil de sécurité et à appliquer le principe terre contre paix et l'Initiative de paix arabe.

Le Ministre a ensuite rappelé les principaux éléments de l'Initiative arabe qui sont les suivants: le retrait complet d'Israël des territoires arabes occupés; une solution juste et durable au problème des réfugiés palestiniens; l'établissement d'un État palestinien indépendant et souverain avec Jérusalem comme capitale. De son côté, le Conseil des Ministres de la Ligue des États arabes propose que le Conseil de sécurité s'efforce d'initier des négociations entre les parties; demande au Secrétaire général de préparer, en étroite consultation avec les parties concernées et le Quatuor, un rapport destiné au Conseil de sécurité sur les mécanismes appropriés pour reprendre les négociations; enfin, que le Conseil reste activement saisi de la question et se réunisse au niveau ministériel pour examiner ce rapport et les mesures à prendre ultérieurement.

La détermination de toutes les parties à mettre fin au conflit, avec l'assistance du Conseil de sécurité, contribuera à établir une paix réelle et durable dans la région, a estimé le Ministre, pour qui la communauté internationale a désormais une chance d'y parvenir. Il a émis l'espoir que le Conseil serait à même de s'acquitter de son mandat, qui vise à préserver la paix et la sécurité internationales, et à ouvrir la voie aux négociations, avec l'appui de toute tierce partie qui le souhaite.

M. DAN GILLERMAN (Israël) s'est déclaré convaincu que cette réunion avait été convoquée par des gens de paix. Cependant, sa délégation ne savait pas jusqu'au dernier moment si Israël devait y participer, tant les précédentes réunions n'avaient pas permis d'aboutir aux résultats escomptés. Il y a quelques jours, lors d'une rencontre avec Tony Blair, le Premier Ministre Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne ont convenu de reprendre contact en s'appuyant sur les dispositions de la Feuille de route. Les deux parties reconnaissent en outre qu'elles n'ont pas besoin d'une autre instance que celle des négociations bilatérales, a souligné M. Gillerman. Nous savons tous qu'il existe un terrain d'entente avec les Palestiniens modérés, qui est représentée par la Feuille de route. Israël est décidé pour sa part à être partenaire de la paix, son peuple l'a démontré et sait que les menaces à la paix ne peuvent pas toujours être surmontées par des moyens militaires. Nous sommes favorables à la coexistence de deux États indépendants et souverains, a affirmé le représentant israélien, qui a déclaré que son gouvernement était disposé à s'engager dans un processus de dialogue. Si nous n'avons pas pu établir ce dialogue par le passé, a-t-il précisé, ce n'est pas par manque de réunions ou de volonté, mais parce que le conflit israélo-palestinien est la conséquence, et non la cause, de l'idéologie terroriste palestinienne qui a pris le pouvoir sous le nom de Hamas. Il faut maintenant s'assurer que l'État palestinien prévu par la Feuille de route ne deviendra pas un État refuge pour les terroristes. Le véritable défi est de ranimer la Feuille de route sans ranimer le conflit. Il faudra des rapports et des consultations avec les parties elles-mêmes. Un dialogue doit commencer par la libération des prisonniers israéliens et la prise en compte de l'idée d'un État palestinien, a estimé M. Gillerman, qui a prévenu qu'il faudra préparer les peuples de la région au prix à payer pour la paix et enseigner les valeurs de la tolérance entre les peuples. Parfois, la tragédie ne tient pas seulement aux souffrances infligées, mais aux occasions manquées. Mais il n'est pas trop tard pour tourner l'espoir en réalité et emprunter la route de la paix, a conclu le représentant israélien.

CHEIKH HAMAD BIN JASSIM BIN JABR AL-THANI, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Qatar, a demandé en introduction pour quelle raison la question du Moyen-Orient demeure non résolue depuis près de 60 ans. Énumérant les problèmes accumulés, Cheikh Hamad a noté que cette situation était le terreau idéal pour la progression de l'extrémisme, de la rancœur et de la haine.

Expliquant qu'il n'était pas dans son intention de distribuer bonnes et mauvaises notes, de critiquer, de lancer des accusations, le Ministre du Qatar a indiqué, qu'il voulait simplement souligner les simples faits en toute honnêteté et transparence. D'une part, a-t-il dit, il n'y a pas qu'Israël qui a le droit légitime à vivre en paix et dans la sécurité: les Palestiniens et les Arabes de la région ont le même droit. D'autre part, ces derniers ont affirmé depuis déjà un certain temps, qu'ils veulent et recherchent l'établissement d'une paix juste et globale afin que chacun puisse vivre dans la dignité.

Pour Cheikh Hamad, il n'y a pas de solution miracle et personne ne peut proposer d'issue totalement nouvelle, tout simplement parce que la solution est connue: c'est le principe de la terre contre la paix, qui est basé sur l'existence de deux États, la Palestine et Israël, principe retenu par la communauté internationale. S'il y a de bonnes intentions et une volonté politique, les solutions justes et équitables ne sont pas impossibles, a-t-il souligné.

Pour ce faire, le dialogue est l'élément essentiel du processus de paix, a rappelé Cheikh Hamad qui a conclu que l'on ne pouvait choisir ses voisins et encore moins ses ennemis. Le succès dans la poursuite de la paix tant désirée est un succès pour tous, tandis que l'échec n'honore personne. Nous ne devons pas laisser passer l'occasion d'aller de l'avant comme nous l'avons fait par le passé. Assez de sang, assez de larmes! a lancé le Vice-Premier Ministre du Qatar.

M. PER STIG MØLLER, Ministre des affaires étrangères du Danemark, a déclaré que l'élan obtenu grâce aux efforts communs déployés pour mettre fin aux hostilités au Liban devrait être utilisé pour relancer le processus de paix au Moyen-Orient. Dans ce cadre, il s'est félicité de la réunion du Quatuor, qui s'était tenue hier au Siège de l'ONU, et s'est pleinement associé à sa déclaration. Le Ministre a, en outre, indiqué qu'à la suite de ses rencontres récentes avec les dirigeants palestinien et israélien, il estimait que les deux parties reconnaissaient la nécessité urgente de relancer le processus de paix. Il a appelé la communauté internationale à tout faire pour les assister, constatant que le cadre nécessaire à une paix durable était déjà en place, notamment la Feuille de route.

Soulignant les efforts du Président palestinien Mahmoud Abbas pour former un gouvernement d'unité nationale, le Ministre danois des affaires étrangères a souhaité que sa nouvelle plateforme politique reflète les principes du Quatuor. Les efforts du Président Abbas à cet égard ne pourront réussir qu'avec un appui fort et résolu de la communauté internationale, a-t-il argué, en notant que le Danemark était engagé à lui fournir une assistance financière. Il s'est aussi félicité d'une éventuelle rencontre entre le Président Abbas et le Premier Ministre Olmert afin de relancer le processus de paix. M. Møller a fait valoir que pour poursuivre ces négociations, il faudrait mettre fin à la violence. Il a en outre plaidé pour la libération immédiate du soldat israélien capturé ainsi que des fonctionnaires palestiniens détenus par Israël. Enfin, il a affirmé que les attaques perpétrées par toutes les factions palestiniennes ainsi que les activités militaires israéliennes dans les territoires occupés devaient cesser.

M. NANA ADDO DANKWA AKUFO-ADDO, Ministre des affaires étrangères du Ghana, a estimé que, tandis que la résolution 1701 du Conseil de sécurité relative au Liban est en cours de mise en œuvre et que le peuple libanais a commencé à reconstruire son pays après 34 jours de guerre, il faut saisir maintenant l'occasion qui se présente pour réaliser des changements significatifs dans la situation actuelle au Moyen-Orient. Pour régler le conflit israélo-palestinien, le Ghana a toujours été favorable à la coexistence de deux États, avec un État palestinien démocratique, souverain et indépendant, vivant dans la paix et la sécurité aux côtés d'Israël. L'impasse actuelle dans la mise en œuvre de la Feuille de route ne profite à personne, a estimé M. Akufo-Addo. C'est pourquoi, il a jugé positives les tentatives des Palestiniens de former un gouvernement d'unité nationale, ce qui permettrait de transformer le Hamas et de l'intégrer au courant politique. Le Ministre ghanéen des affaires étrangères a enfin appelé tous ceux qui croient en la coexistence pacifique des deux États à s'engager à éliminer toutes les menaces directes ou

indirectes à l'existence et à la sécurité d'Israël. Il a aussi mis l'accent sur la nécessité de faire preuve de bonne foi dans les négociations.

M. JOSE A. GARCÍA-BELAÚNDE, Ministre des affaires étrangères du Pérou, a constaté qu'aussi dramatique qu'elle ait été, la dernière crise en date qui a eu pour théâtre le Liban, avait ouvert une possibilité en direction de la paix. À cet égard, la résolution 1701 du Conseil, approuvée aussi bien par les Libanais que par les Israéliens et dont l'application est effective, constitue l'un des éléments allant dans le bon sens, selon le Ministre.

Concernant le conflit israélo-palestinien, il n'y aura pas de solution, a-t-il remarqué tant que l'une des parties ne reconnaîtrait pas l'autre. Appuyant les positions du Quatuor, M. García-Belaúnde a redit la conviction de son pays que les principes contenus dans la Feuille de route demeuraient valides.

M. LI ZHAOXING, Ministre des affaires étrangères de la Chine, a déclaré que les hostilités récentes au Liban montraient que la communauté internationale devrait à nouveau centrer son attention sur le Moyen-Orient. Il a appelé à la pleine mise en œuvre de la résolution 1701 du Conseil de sécurité ainsi qu'à un élargissement et un déploiement rapide de la FINUL, en indiquant que la Chine était prête à lui fournir davantage de troupes. Estimant que le processus de paix au Moyen-Orient piétinait, il a fait valoir une série de propositions pour le relancer. Ainsi, il a indiqué qu'il faudrait prendre en compte l'histoire de cette région, à savoir les conflits religieux, le colonialisme, les différends ethniques et frontaliers. Il a aussi affirmé qu'Israël devait accepter d'établir un État indépendant palestinien alors que toutes les forces palestiniennes devraient reconnaître le droit d'Israël à sa souveraineté et son existence.

Le Ministre chinois a également souligné l'importance de développer une confiance mutuelle et de relancer les négociations du processus de paix. Le conflit israélo-palestinien demeure au cœur de la question du Moyen-Orient, a-t-il poursuivi. Ainsi, il a insisté sur la nécessité d'aborder les causes profondes des conflits de la région et de les traiter de manière coordonnée. Par ailleurs, il a appelé Israël à lever ses blocus, à démanteler le mur de séparation et à faciliter la fourniture d'assistance humanitaire. Enfin, il a estimé que le soutien de la communauté internationale était essentielle pour progresser dans le processus de paix, notant que, dans ce contexte, toutes les parties devaient agir de manière impartiale et équilibrée.

M. PHILIPPE DOUSTE-BLAZY, Ministre des affaires étrangères de la France, a tout d'abord constaté que plus d'un mois après le vote de la résolution 1701 ayant conduit à l'arrêt des hostilités au Liban, la stabilité au Moyen-Orient passe par le règlement du conflit israélo-palestinien. Cette question alimente en effet la plupart des foyers de crise de la région.

Pour le Ministre français, plusieurs facteurs se conjuguent aujourd'hui pour aller de l'avant. D'abord, le conflit au Liban a confirmé qu'il n'y avait pas de solution militaire aux crises affectant le Moyen-Orient; les parties elles-mêmes expriment la volonté de reprendre le chemin du dialogue; l'environnement régional lui-même est plus favorable. Toutefois, « de chaque côté, la confiance reste à reconstruire », a-t-il ajouté. Son rétablissement pourrait se faire au travers de mesures concrètes telles que la libération du soldat israélien Shalit de même que l'arrêt des tirs de roquettes, le gel de la colonisation et la levée des restrictions à la circulation des biens et des personnes. Par ailleurs, pour la France, la formation annoncée d'un gouvernement palestinien d'union nationale constituerait une évolution majeure.

Ce contexte, a ajouté M. Douste-Blazy, offre une opportunité pour sortir de l'impasse que les parties doivent saisir. La communauté internationale doit les y aider en s'engageant, de manière résolue, pour contribuer à renouer les fils du dialogue et relancer une véritable dynamique de paix. Évoquant le premier pas accompli, hier, avec la réunion du Quatuor qui a identifié certaines mesures de nature à faciliter le retour à la confiance, M. Douste-Blazy a estimé que d'autres pas devaient maintenant suivre. Il a ainsi cité la préparation d'une conférence internationale, proposée par le Président français Jacques Chirac, dont l'objectif serait de définir les garanties, notamment de sécurité, attendues par les parties dans le cadre d'un accord de paix. « Cette conférence internationale pourrait s'inscrire dans le contexte de l'initiative de la Ligue des États arabes et poser les jalons d'un nouveau cadre régional de sécurité collective et d'intégration économique », a noté le chef de la diplomatie française. « En ce moment charnière, notre conviction est

que le danger est dans l'immobilisme et que le mouvement serait riche d'opportunités. La communauté internationale doit aider les parties à transformer leur disponibilité nouvelle à reprendre la voie du dialogue en une véritable dynamique de paix », a conclu Philippe Douste-Blazy, qui a appelé à « faire preuve d'audace et de courage politique ».

Mme MARGARET BECKETT, Secrétaire d'État aux affaires étrangères et au Commonwealth du Royaume-Uni, a déclaré que la nécessité de la paix n'avait jamais été plus urgente au Moyen-Orient, après les événements qui s'y sont déroulés cet été. Le Gouvernement britannique a souligné de façon répétée qu'il s'agissait de la plus grande priorité de la communauté internationale et, à cet égard, sa délégation a salué l'initiative de la Ligue des États arabes prise aujourd'hui devant le Conseil. Mme Beckett a pour sa part attiré l'attention sur quatre points spécifiques. Tout d'abord, il est indispensable que les parties reprennent contact afin de créer les conditions d'un dialogue constructif et faciliter la libération du caporal Shalit. Ensuite, nous avons besoin d'un gouvernement palestinien avec lequel la communauté internationale pourra travailler et qui sera fondé sur les trois principes du Quatuor. À cet égard, Mme Beckett a salué les efforts du Président Abbas pour former un gouvernement d'unité nationale favorable à la paix avec Israël. Par ailleurs, a-t-elle souligné, il est urgent de prendre en compte la crise humanitaire à Gaza, qui exige pour l'instant le maintien du « Mécanisme provisoire international ». Enfin, a-t-elle conclu, il faut développer les institutions d'un futur État palestinien capable de garantir une paix durable, la prospérité et la sécurité à son peuple.

M. JÁN KUBIŠ, Ministre des affaires étrangères de la Slovaquie, a d'abord constaté que de manière hautement symbolique, cette réunion se tenait le jour même de la Journée internationale de la paix. Rappelant qu'il n'y avait pas de solution militaire au conflit, comme l'ont montré les récents événements du Liban, le seul moyen de parvenir à un règlement global et durable ne pouvait se faire que par le biais de négociations pacifiques et la pleine application des résolutions de l'ONU, des principes du Quatuor et de la Feuille de route. Le Ministre slovaque a estimé que le conflit au Liban aurait pu être évité si les résolutions du Conseil de sécurité avaient été appliquées.

Sur le plan politique, a indiqué le Ministre, la Slovaquie se félicite des efforts actuels du Président Mahmoud Abbas pour mettre sur pied un gouvernement d'union nationale. Elle se dit inquiète de la situation économique et humanitaire dans les territoires palestiniens. En conclusion, M. Kubiš a redit sa conviction qu'il y avait toujours une ouverture pour revigorer le processus de paix.

M. JORGE E. TAIANA, Ministre des affaires étrangères, du commerce international et du culte de l'Argentine, a estimé que la réunion convoquée par la Ligue des États arabes était de nature à revitaliser le processus de paix au Moyen-Orient. Il a affirmé que le Conseil de sécurité devait attacher la plus grande importance à la recherche d'un règlement durable à ce conflit. De l'avis du Ministre, l'occupation débutée en 1967 doit s'achever avec l'acceptation d'une solution négociée par les deux parties. Aucune solution militaire ne saurait résoudre la situation actuelle car seule une reconnaissance mutuelle peut permettre d'y parvenir, a insisté le Ministre argentin des affaires étrangères, qui a estimé, à cet égard, que l'assistance de la communauté internationale était indispensable. Le Quatuor a un rôle particulièrement important à jouer dans ce cadre, a poursuivi le Ministre, pour qui les retards pris jusqu'à présent dans la mise en œuvre de la Feuille de route devraient l'inciter à réfléchir sérieusement aux conséquences du statu quo et aux moyens d'obtenir enfin des résultats concrets. La communauté internationale devrait aussi s'engager davantage en faveur de la recherche de la paix. Sur ce point, le Ministre a affirmé que la proposition de convoquer une conférence internationale sur le Moyen-Orient pourrait contribuer à relancer le processus de paix. Il serait également souhaitable que le Secrétaire général présente au Conseil de sécurité, avant la fin de son mandat, un rapport sur les moyens de surmonter l'impasse actuelle, a ajouté M. Taiana. En conclusion, il a salué les efforts du Président Abbas pour former un Gouvernement palestinien d'unité nationale méritant le soutien de la communauté internationale.

M. SERGEY V. LAVROV, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, a déclaré que les efforts collectifs étaient opportuns pour rétablir le dialogue politique entre les deux parties. La situation n'est pas désespérée, a-t-il dit, estimant que les premières initiatives devaient concerner la libération du soldat israélien enlevé et celle des Ministres palestiniens incarcérés. Le Quatuor doit continuer à avoir un rôle d'initiative, a estimé M. Lavrov. C'est pourquoi, il a appelé la communauté

internationale à soutenir le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, dont il a salué la présence à cette réunion du Conseil.

Quant au Liban, l'amélioration est évidente même si elle demeure fragile, a constaté le chef de la diplomatie russe. Il a évoqué l'aide apportée par son pays dans le rétablissement des infrastructures. Il a salué l'action de la Ligue des États arabes pour l'organisation d'une conférence internationale, instance que la Russie appelle depuis longtemps de ses vœux et dont la tenue rencontrera encore des obstacles, a-t-il reconnu. M. Lavrov a estimé que cette conférence devra être plus qu'une réunion d'un jour, limitée à un échange de discours.

Mme ASHA-ROSE MTENGETI MIGIRO, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la République-Unie de Tanzanie, a exprimé sa préoccupation face à la baisse de confiance dans les relations actuelles entre l'État d'Israël et ses voisins. Consciente de la place centrale de la question palestinienne dans la crise au Moyen-Orient, la Ministre a considéré que les Nations Unies et la communauté internationale doivent maintenant conduire les parties à la pleine réalisation des aspirations du peuple palestinien à la paix, l'indépendance et l'existence de l'État, et à celles du peuple d'Israël à la sécurité. La République-Unie de Tanzanie est favorable à la solution visant la coexistence des deux États, Israël et la Palestine, comme stipulée dans la Feuille de route. Mme Migiro a regretté que la situation se dégrade rapidement dans les territoires palestiniens occupés, à cause des opérations militaires continues et parfois excessives à Gaza et dans certaines parties de la Cisjordanie. Elle a aussi constaté que la suspension des ressources financières au Gouvernement dirigé par le Hamas engendre des conséquences difficiles à supporter pour les employés et leurs familles, ce qui ne permet pas de créer une atmosphère de confiance mutuelle. De l'avis de la Ministre, Israël devrait respecter le droit international et aussi arrêter ses activités de colonisation et de construction du mur de séparation, puisqu'il n'aide pas à mettre en œuvre les obligations de la Feuille de route. Mme Migiro a enfin réitéré son appel à la libération des soldats israéliens enlevés et corrélativement des parlementaires palestiniens détenus par Israël.

Mme CONDOLEEZZA RICE, Secrétaire d'État des États-Unis, a rappelé l'attachement du Président Bush et de son pays à la coexistence de deux États indépendants, souverains et pacifiques dans des frontières légitimes. Le Gouvernement américain est convaincu que les parties seront capables d'y parvenir et souhaite travailler avec les dirigeants modérés de la région pour mettre en œuvre les dispositions de la Feuille de route. Selon Mme Rice, les progrès dépendront toutefois d'un partenaire palestinien véritablement attaché à la paix. Nous demandons donc aux Palestiniens de reconnaître les trois principes du Quatuor, a poursuivi la Secrétaire d'État, qui a salué les efforts déployés par le Président Abbas pour former un gouvernement d'unité nationale. Elle a également demandé la libération des trois soldats israéliens toujours détenus. Rappelant l'aide considérable apportée par les États-Unis auprès des populations palestiniennes en détresse, Mme Condoleezza Rice a annoncé que le « Mécanisme temporaire international » serait maintenu vu l'ampleur de la crise humanitaire. Mme Rice a en outre demandé aux deux parties de respecter les engagements qui leur incombent pour permettre la libre circulation des Palestiniens. Les États-Unis, a-t-elle assuré, sont pleinement attachés à l'objectif de paix et veulent travailler étroitement avec les parties à cette fin. Elle a enfin fait observer que la résolution 1701 restait encore à appliquer à bien des égards, notamment pour que le Gouvernement du Liban puisse étendre son autorité à l'ensemble de son territoire.

M. RODOLPHE ADADA, Ministre des affaires étrangères du Congo, a estimé que lors des événements au Liban, le Conseil de sécurité n'avait « pas réagi suffisamment à temps pour faire face à ses responsabilités ». Se félicitant du déploiement de la FINUL renforcée, M. Adada a ajouté qu'une telle évolution ne devait pas masquer la triste réalité de la tragédie vécue par le peuple palestinien.

Le Chef de la diplomatie congolaise a appelé les forces politiques palestiniennes à rechercher l'unité et à mettre fin à toute provocation aux conséquences néfastes qui, a-t-il dit, ne résolvait pas le problème de la libération des territoires occupés. Pour M. Adada, « le Conseil doit clairement indiquer aux parties qu'il n'y a pas de solution fondée sur l'usage de la force ».

M. TATSUO ARIMA, Envoyé spécial du Gouvernement du Japon a salué la tenue de cette réunion, dont il a espéré qu'elle permettrait aux parties de reprendre les pourparlers en faveur d'une paix

globale, juste et durable au Moyen-Orient, qui est aussi la seule solution à la crise humanitaire terrible qui sévit dans les territoires palestiniens. Il a en effet affirmé qu'il était nécessaire de surmonter de toute urgence l'impasse actuelle dans laquelle se trouvait la question palestinienne, éclipsée par les tragiques événements qui se sont déroulés au Liban. Le représentant a ensuite salué la détermination du Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, pour établir un gouvernement d'unité nationale, capable de promouvoir la coexistence et le dialogue avec Israël. Il a émis l'espoir que ce pays saisisse l'occasion qui se présente, aujourd'hui, pour reprendre un dialogue constructif. Revenant sur la situation humanitaire et sécuritaire dans laquelle se débat le peuple palestinien, le Japon a affirmé que tous les efforts devaient être déployés pour améliorer sa vie quotidienne et lui redonner espoir en leur avenir. Préoccupés par cette question, le Premier Ministre japonais Koizumi a promis, lors de son déplacement au Moyen-Orient fin juillet, une assistance humanitaire de 25 millions de dollars, avant de porter cette somme à hauteur de 100 millions, en vue d'aider les Palestiniens. Il a également proposé, a rappelé M. Arima, une initiative intitulée « Couloir pour la paix et la prospérité », qui vise à promouvoir le développement dans la vallée de la Jordanie à travers la coopération régionale et qui a été accueillie avec enthousiasme par les dirigeants israéliens, palestiniens et jordaniens, a conclu M. Arima.

Mme DORA BAKOYANNIS, Ministre des affaires étrangères de la Grèce, a déclaré que l'on se devait, en l'honneur des victimes innocentes et par obligation envers les enfants à naître, de s'assurer qu'aucun effort ne serait épargné, que la communauté internationale ne laisserait aucune voie inexplorée et qu'elle épuiserait toutes les possibilités dans la poursuite et la conquête d'une paix qui se dérobe. Mme Bakoyannis, qui présidait la réunion, a ajouté qu'en tant qu'Athénienne, guidée par l'esprit des pères fondateurs d'Athènes, cité antique, elle ne pouvait faire autrement que maintenir sa ferme conviction dans le fait que la raison prévaudrait. Il faut vaincre la force par la raison, la tolérance, l'acceptation et même la symbiose, a-t-elle souligné.

Tout cela nous dit que l'on ne sert pas la paix en refusant de reconnaître l'existence de son voisin, ni en perpétuant un climat de peur et d'insécurité par la combinaison d'attentats suicide et de tirs de missiles, ni par des pratiques comme l'enlèvement du caporal Gilad Shalit. La Ministre grecque a ajouté que l'on ne pouvait pas non plus parvenir à la paix en déniait à toute une nation un territoire où elle peut vivre dans la dignité et la liberté, ni en imposant des restrictions humiliantes et en constituant un obstacle aigu à une vie normale. Enfin, on ne parvient pas à la paix par la confiscation forcée de terres et en érigeant des barrières. En conclusion, Mme Bakoyannis a appelé les parties en présence à laisser prévaloir la raison et la compréhension.

S'exprimant au nom de l'Union européenne, M. ERKKI TUOMIOJA, Ministre des affaires étrangères de la Finlande, a rappelé que les développements dramatiques de ces derniers mois avaient une fois encore démontré la nécessité urgente de renoncer à la violence et la haine au profit de la paix et de la confiance mutuelle. Il n'y a pas, a-t-il assuré, de solution militaire ou unilatérale au conflit du Moyen-Orient. Soulignant le fait que 70% des Palestiniens vivent en dessous du seuil de pauvreté, dont une majorité d'enfants, le Ministre a indiqué que l'Union européenne avait consacré des moyens plus importants que jamais, y compris par le biais du Mécanisme international provisoire, qui vient d'être prorogé. L'Union européenne demande à Israël de reprendre le transfert des recettes fiscales et douanières, qui permettraient d'améliorer la situation des Palestiniens. Celle-ci est directement liée à la question de l'accès et des déplacements dans les territoires palestiniens en général et à Gaza en particulier, a estimé M. Tuomioja. Les parties, a-t-il insisté, doivent honorer les obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord sur les mouvements et l'accès. Par ailleurs, estime l'Union européenne, la viabilité d'une solution de deux États mutuellement acceptable est constamment menacée par l'expansion des colonies de peuplement et la poursuite de la construction du mur de séparation. Sur ce point, le Ministre finlandais des affaires étrangères a déclaré que l'Union européenne ne reconnaîtrait aucun changement aux frontières d'avant 1967 autres que celles agréées par les deux parties. Elle exige aussi que les militants palestiniens cessent toutes les violences dirigées contre Israël ou d'autres Palestiniens. En outre, a ajouté le Ministre, le soldat israélien doit être libéré, ainsi que les Ministres et les législateurs palestiniens. L'Union européenne a souligné en conclusion la nécessité de résoudre les problèmes en suspens par des moyens politiques.

M. MAHMOUD ABBAS, Président de l’Autorité palestinienne, a déclaré que s’il fallait tirer une conclusion de cette réunion, c’était que le monde entendait trouver une solution au conflit le plus tôt possible afin d’éliminer les tensions qui affectent tous les aspects de la vie quotidienne, non seulement au Moyen-Orient mais également dans le monde entier. J’ai ressenti combien vous vouliez trouver un règlement juste durable au Moyen-Orient, a dit M. Abbas en s’adressant aux membres du Conseil de sécurité. Notre objectif, a-t-il rappelé, est de parvenir à la création d’un État palestinien vivant côte à côte avec celui d’Israël. Nous sommes tout à fait attachés à la paix, par le biais des négociations, à la légitimité internationale et à la Feuille de route, et nous sommes décidés à vivre avec nos voisins en paix et en sécurité, a-t-il ajouté.

* * * * *

À l’intention des organes d’information • Document non officiel